

Exclusif

Pébereau va épingle le laxisme français

Après s'être intéressé à l'Espagne, l'Irlande et l'Italie, Michel Pébereau, l'ancien président de BNP Paribas, publiera en mars une étude sur les finances publiques et les réformes au Royaume-Uni, réalisée par les experts de l'Institut de l'Entreprise. Son rapport sur la France, prévu avant l'été, est très attendu. L'insuffisance de son redressement budgétaire devrait être vertement critiqué, comparé à celui de ses voisins européens, dont les économies de dépenses sont bien plus importantes. Dans son étude sur l'Italie, publiée hier, Pébereau jugeait déjà ses réformes plus audacieuses que celles lancées dans l'Hexagone.

Sur le vif

Sarkozy en campagne à la campagne

Ce n'est pas parce qu'il n'est que président de l'UMP que Nicolas Sarkozy négligera le Salon de l'agriculture. L'ancien président entretient une histoire particulière avec cet évènement. On se rappelle le «casse-toi, pauvre con!» qui a marqué le début de son quinquennat. Cette fois, pas de vilénie mais de l'ironie. Entre deux discussions avec des agriculteurs, le voici qui échange avec un badaud fort surpris de le croiser ici: «On avait dit qu'on ne vous verrait plus...» «Qui a dit ça? Encore une promesse non tenue!» En 2013, François Hollande avait promis à un enfant que l'ex-chef d'Etat ne viendrait plus au Salon de l'agriculture.



Point de vue

Bruno Chrétien

Président de l'Institut de la protection sociale

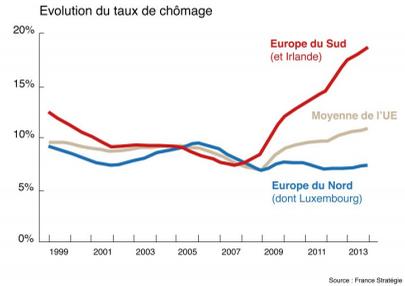
Simplifier le RSI? Les indépendants en rêvent

Sauvons nos entreprises organise une manifestation contre le Régime social des indépendants (RSI), le 9 mars à Paris.

«Le Régime social des indépendants (RSI) cristallise aujourd'hui les mécontentements des commerçants, artisans et professions libérales. Et ce, dans un contexte économique difficile. Depuis les années 1990, il a toujours existé une fange d'irréductibles qui demande à quitter ce régime et donc à la sécurité sociale. Sur le plan du droit, la Cour de justice de l'Union européenne a tranché le débat en 1993 en déclarant que la question de l'affiliation relevait de la compétence unique des Etats. Par ailleurs, malgré 2 récentes décisions de justice –l'une de la cour d'appel de Limoges et une autre du tribunal de grande instance de Nice–, rappelons que les caisses RSI ne sont pas des mutuelles mais des organisme de droit privé gérant un service public. Là non plus, il n'y a pas de débat sur ce point. Autre problème: la gestion. Au début de sa mise en place, le RSI a rencontré de gros problèmes, notamment informatiques. L'administration avait imposé l'outil informatique des Ursaff mais il s'est révélé inadapté. Ce dernier n'a jamais calculé avec une totale fiabilité les cotisations sociales des indépendants. Pour finir, depuis quatre ans les choses ont changé et les dysfonctionnements du RSI (erreurs de calcul des cotisations, retards de paiement des retraites, harcèlement administratif) se sont en partie résorbés. En revanche, on pourrait simplifier réellement le dispositif actuel. Par exemple, il serait habile de changer le mode de calcul des cotisations en l'alignant sur celui de l'impôt sur le revenu. C'est-à-dire sur un mode déclaratif mais avec la mise en place de contrôle a posteriori.»

Propos recueilli par Florian Fayolle

Le chômage s'envole dans le sud de l'Europe



Alors que Paris espère que le chômage reculera cette année sous l'effet des politiques mises en œuvre et d'une conjoncture internationale favorable, Pôle emploi comptabilisait 3,4 millions de personnes sans activité fin 2014, un record. Mais la France, comme d'autres pays du nord de l'Europe, a mieux résisté à la crise qu'ailleurs, selon France Stratégie. Le taux de chômage atteint ainsi, fin 2014, 24% en Espagne et 25,7% en Grèce, contre 5% en Allemagne.

En bref

L'attentat contre «Charlie Hebdo» vu d'outre-Manche

Plus d'un quart (27%) des musulmans britanniques disent «avoir un certain degré de compréhension» des motifs ayant conduit à l'attentat contre Charlie Hebdo, dans un sondage publié mercredi au Royaume-Uni. Près de 11% des sondés estiment même que «les organisations publient des images du prophète Mahomet méritent d'être attaquées».

Berlin emprunte à un taux négatif

Pour la première fois de son histoire, l'Allemagne a

effectué un emprunt sur 5 ans à un taux négatif, a annoncé la Bundesbank. Un pré-effet des achats massifs de dette publique que la BCE lancera en mars.

L'euro aiguillonné par la Fed

La devise européenne gagnait un peu de terrain mercredi face à un dollar affaibli par les propos de la présidente de la Réserve fédérale américaine. Janet Yellen a annoncé mardi qu'elle ne durcira pas sa politique monétaire avant au moins juin.



«Je salue le fait que nous ayons pu imposer de nouveau le principe d'un soutien en échange de contreparties notamment à travers les propositions grecques de réformes reçues hier. Et cela constitue le point de départ», a officiellement réagi aujourd'hui la chancelière allemande **Angela Merkel**.